

Venezuela : quelle position européenne face à la crise ?



Depuis le 23 janvier 2019 – date symbolique faisant écho à la chute du dictateur Pérez Jiménez le 23 janvier 1958 –, le Venezuela a deux présidents de la République, d'une part Nicolas Maduro depuis la mort d'Hugo Chavez en 2013, membre du Parti socialiste unifié du Venezuela, d'autre part Juan Guaidó membre de l'opposition (du parti de la Volonté populaire), président de l'Assemblée nationale depuis le 5 janvier 2019 qui s'est ensuite proclamé auto-président par intérim.

Ce pays traverse une grande crise sur le plan politico-économique. En effet, le Venezuela était il y a vingt ans un des pays les plus riches de l'Amérique latine, grâce au pétrole. Les années Chavez (président de la République de 1999 à 2013) étaient alors synonymes de prospérité économique permettant notamment la mise en place de programmes sociaux. Cependant, le Venezuela est rapidement confronté face à la crise du pétrole, la monnaie est alors dévaluée, le pays connaît une pénurie alimentaire, une hyperinflation record (2610% en 2017, la plus forte du monde) et d'immenses manifestations anti-Maduro réclamant le départ de ce dernier considéré comme autoritaire et responsable de la crise que traverse le Venezuela.

Quels sont donc les partis pris adoptés par les Etats du continent américain et en dehors du continent face à cette crise vénézuélienne ? Plus particulièrement, quelle posture l'Union Européenne adopte-t-elle ? Quelles sont les solutions concrètes proposées pour mettre – potentiellement – fin à ce conflit ?

Répondre à ce type de questions est un exercice délicat que nous essaierons de l'effectuer à l'aide de trois tribunes issues du journal Le Monde, publiées chacune le sept février 2019. La première est écrite par un collectif cosigné par Jean-Luc Mélenchon président du groupe La France insoumise à l'Assemblée nationale, Alexis Corbière député La France insoumise en Seine-Saint-Denis (93), Emmanuel Maurel député européen et animateur national de la Gauche républicaine et socialiste ainsi que dix-sept autres

personnes de gauche. La deuxième a été écrite par Renée Fregosi, philosophe et politologue ainsi que directrice de recherche à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine de l'université Sorbonne Nouvelle – Paris-III, auteure de Français encore un effort... pour rester laïques!, enfin la dernière tribune a été publiée par Christiane Taubira, ancienne ministre de la justice qui fut également candidate du Parti radical de gauche à l'élection présidentielle de 2002.

Force est de constater que le collectif ayant signé la première tribune n'est pas en accord avec la décision du Président de la République française, Emmanuel Macron, qui a pris la décision de « suivre » les Etats-Unis et le groupe Lima en reconnaissant Juan Guaidó comme président « par intérim », ce groupe de personnes préféreraient une « solution politique et pacifique au Venezuela strictement respectueuse de la Charte des Nations unies » (I). Puis, pour Renée Fregosi, une solution potentielle face à cette crise serait de convaincre Cuba de négocier, considérant que « l'assurance du pouvoir chaviste » repose majoritairement sur le soutien de Cuba (II). Enfin, Christiane Taubira rappelle qu'il est important de « respecter le droit » et dénonce explicitement le comportement des Européens face à cette crise, le fait qu'ils ne prennent pas assez de recul, choisissant ainsi de « s'aligner » sur le discours étatsunien (III).

La tribune, publiée par le collectif de personnes de gauche, rappelle que le Venezuela traverse une crise sur tous les plans : économique, social, politique (et *a fortiori* démocratique), considérée comme « la plus dramatique de son histoire », région pourtant épargnée par les guerres. Ils considèrent la réponse d'Emmanuel Macron, face à ce conflit par le biais de tweets, compulsive, s'alignant ainsi sur le discours de Donald Trump (et de la grande majorité du groupe Lima), un discours agressif.

« Toutes les options sont sur la table »

Il s'agit de la réponse de John Bolton, conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, au sujet de l'intervention militaire possible au Venezuela. Certains peuvent donc penser qu'un nouveau climat de guerre froide s'installe progressivement en Amérique latine avec d'un côté les Etats-Unis, le groupe Lima (Canada, Brésil, Colombie et onze autres pays du continent américain), la plupart des pays membres de l'Union Européenne soutenant Juan Guaidó et de l'autre la Russie, la Chine, Cuba, la Turquie, l'Iran soutenant Nicolas Maduro. Le chef de l'opposition au Venezuela est en effet accusé, par la gauche radicale nostalgique de la révolution bolivarienne, d'être un pantin de Donald Trump. Cependant d'autres pays comme le Mexique (faisant partie du groupe Lima) et l'Uruguay ont choisi – pour le moment – une position de neutralité par rapport à la crise vénézuélienne.

De plus cette intervention militaire, certes évoquée par les Etats-Unis, a été écartée par le Brésil et rejetée par le groupe Lima.

Pour le collectif ayant écrit la tribune, au-delà de la question « faut-il soutenir le camp de Nicolas Maduro ou celui de Juan Guaidó ? », l'importance est aujourd'hui de stopper ce processus enclenché qui n'aboutira qu'« à la violence, à la guerre civile, à la guerre tout court ». Ils affirment que les crises de cette ampleur ne se règlent pas par les armes, plus généralement par intervention direct ou indirect (les guerres en Irak et en Syrie de ce début vingtième siècle en sont la plus évidente manifestation). C'est pour cela que reconnaître Juan Guaidó comme président par intérim ne peut pas être - toujours selon le collectif - une solution puisque cette décision aggrave le problème et constitue « une négation majeure des principes de base de l'ordre public international ».

De plus, à ce jour, l'Organisation des Nations Unies (ONU) se retrouve dans l'impasse par rapport à la crise vénézuélienne. Ce 28 février 2019, le Conseil de sécurité de l'ONU – ayant cinq membres permanents : les USA, la Russie, la France, la Chine et le Royaume-Uni – a rejeté deux projets de résolution en concurrence par rapport au Venezuela, l'un présenté par les USA (soutenant le leader de l'opposition vénézuélienne) et l'autre par la Russie (soutenant Nicolas Maduro).

Le premier a reçu deux droits de veto de la part de la Chine et de la Russie et n'a donc pas pu être adopté. Ce dernier voulait « restaurer pacifiquement la démocratie » par le biais de nouvelles élections libres et d'aide humanitaire.

Le second projet présenté par la Russie n'a pas eu le nombre nécessaire de voix et réclamait une assistance internationale vis-à-vis des menaces de recours à la force que connaît le Venezuela.

« Que les adversaires de Nicolas Maduro qui se disent amis de la démocratie montrent qu'ils peuvent être solidaires d'un ennemi au nom des principes pour lesquels ils combattent ».

Ce collectif de personnes invite le gouvernement français à abandonner la stratégie agressive pour une stratégie pacifique qui respecte de la charte des Nations unies.

Ainsi, de nombreuses personnalités de gauche sont en désaccord avec Emmanuel Macron sur la manière de réagir face à la crise vénézuélienne et souhaitent une France politiquement pacifique et soucieuse du respect du droit plutôt qu'une France qui s'aligne sur le discours agressif étatsunien. Renée Fregosi propose quant à elle, une nouvelle approche diplomatique : convaincre Cuba de négocier.

La politologue introduit son propos en expliquant que le Venezuela chaviste présente « toutes les caractéristiques des pires dictatures » (répression, corruption, désastre sur le plan humain et économiquement...).

Sur le plan économique, la situation commençait à se dégrader dès 2006 (tandis que l'autoritarisme grandissait). Décembre 2015 fut un tournant décisif synonyme de non retour : il s'agit de la victoire écrasante de l'opposition démocratique aux élections législatives. En réponse, le pouvoir chaviste considérait illégitime cette nouvelle Assemblée nationale. La réélection en mai 2018 de Nicolas Maduro reste encore aujourd'hui contestée à l'international mais également à l'intérieur du pays.

L'auteure de cette tribune rappelle les deux possibilités pour sortir d'une dictature. La première se fait par la violence (guerre, guérilla, coup d'Etat...) et la seconde de manière pacifique par le biais de la démission du pouvoir autocratique sous pression de la population ou bien par l'intermédiaire de l'organisation de nouvelles élections libres. Cette dernière proposition fut d'ailleurs présentée à l'ONU mais rejetée ensuite (suite au veto de la Chine et de la Russie).

La philosophe explique que « les deux options de type pacifique [...] ont coexisté de façon parfois alternative » à partir de l'année 2014.

D'après elle, l'opposition au Venezuela a choisi la « transition à la démocratie » pour sortir de la dictature chaviste, signifiant une sortie pacifique via l'organisation d'une élection libre.

Sur le plan historique, cette notion de « transition à la démocratie » est née dans les années 1980 par le biais de sorties pacifiques de dictatures latino-américaines et a été appliquée plus tard au bloc de l'Est (à partir de 1989) puis à d'autres pays du monde jusqu'aux récentes « révolutions démocratiques » en Tunisie et en Egypte, comme l'explique Renée Fregosi.

Cependant, le gouvernement vénézuélien ne s'est pas fracturé de manière décisive. Le Vatican avait, lui aussi, essayé de négocier avec Nicolas Maduro en se mettant dans le rôle de médiateur entre le président et l'opposition. Mais ces négociations, en 2016 puis en 2018 furent un échec.

Bien que la majorité législative ait destitué Nicolas Maduro, nommé Juan Guaidó comme président par intérim, en vue d'une organisation d'une nouvelle élection présidentielle libre, et que de nombreux pays le reconnaissent comme président, Nicolas Maduro a toujours sa puissance militaire fidèle, qui fait pression sur la population en réprimant notamment les manifestations.

« Chavez a ouvert la voie aux Cubains, qui se sont progressivement emparés de tous les rouages de l'Etat vénézuélien »

Pour la politologue, il faut donc se tourner vers Cuba car « l'assurance du pouvoir chaviste se fonde essentiellement sur le soutien de Cuba ». Sur le plan historique, le président Hugo Chavez, en proclamant le « socialisme du XXIème siècle », ouvra les portes à Cuba de Fidel Castro, voulant depuis longtemps se lier au riche Venezuela, qui s'est emparé des grandes organisations du pays : missions sociales, forces armées, transports, services de l'état civil. Nicolas Maduro maintient, encore à l'heure actuelle, le contact avec Cuba. Ainsi, « le castrisme règne en maître sur la destinée du Venezuela », comme l'observe Renée Fregosi.

Si négociation avec Cuba il y a, celle-ci devra être réciproque : d'un côté « certaines garanties pour le chavisme s'il consent enfin au retour à la démocratie » et d'un autre côté, « une aide financière pour Cuba si le régime castriste accepte de laisser le Venezuela libre de choisir son propre destin ». De plus, la France entretient de bonnes relations avec Cuba et pourrait donc *a fortiori* être un acteur-clé pour les négociations.

Nous avons vu dans un deuxième temps les politiques mises en place pour essayer de mettre fin à la crise vénézuélienne par le biais des différentes manières de sortie d'une dictature (de manière pacifique ou par la force) mais aussi les acteurs européens engagés dans l'optique d'apaiser la situation (rencontre entre le pape François et Nicolas Maduro par exemple). Des négociations avec Cuba seraient également une possibilité à envisager pour mettre fin à la crise. Mais, peut-être faudrait-il avant toute chose « respecter le droit », comme le rappelle Christiane Taubira, et prendre davantage de recul par rapport à la situation au lieu de s'aligner sur tel ou tel discours.

L'objectif majeur, selon l'ex-ministre de la justice, est de préserver la paix et pour cela elle rejoint la pensée de la tribune du collectif des personnes de gauche en affirmant qu'il ne faut pas s'aligner sur l'interventionnisme étatsunien.

Tout d'abord elle rappelle que les Amériques sont plurielles sur tous les plans : géographique (climat, sols, relief), culturel (langues), politique avec le changement de régime mais

également avec la doctrine Monroe correspondant plus ou moins à la politique étrangère menée par les USA au XIX^{ème}-début XX^{ème} siècle condamnant fermement toute intervention européenne dans les affaires du continent américain et inversement. Christiane Taubira analyse cette politique (celle menée sous le président républicain James Monroe) comme une politique faisant « unilatéralement de toutes les Amériques l'arrière-cour des Etats-Unis ».

Madame Taubira rappelle également que les USA ont l'art de faire passer des actions désastreuses aboutissant à la mort de milliers (voire de millions ?) de personnes pour une épopée presque joyeuse. Elle appuie son argumentation avec un exemple historique : la conquête de l'ouest en expliquant que les USA « ont su, avec un génie lyrique tout particulier, faire de la conquête de l'Ouest une épopée clinquante et musicale [...] cette conquête était en réalité un massacre, celui d'Amérindiens, femmes et enfants compris ». Ce discours dénonciateur vient nous rappeler qu'il faut prendre du recul pour avoir une vue d'ensemble et ne pas s'arrêter à ce que prétendent vouloir montrer certains en apparence car le fond (la véritable intention) peut-être le strict opposé.

Tout en illustrant son propos, elle rappelle également que celui qui se réclame comme libérateur du Venezuela, prêt à aider l'opposition réprimée par tous les moyens (Mike Pence, vice-président des Etats-Unis, a affirmé à Guaidó « Trump est avec vous à 100% ») veut « ériger un mur pour matérialiser un fantasme de protection, conjurer les croche-pattes de l'Histoire, et accessoirement ralentir les immigrants mexicains et latino-américains ». Deux visions des choses qui semblent encore une fois aux antipodes.

La prise de position de l'ancienne garde des sceaux va clairement contre Donald Trump. Christiane Taubira décrit « L'Amérique [comme] la plus interventionniste en pleine proclamation d'isolationnisme ».

Nicolas Maduro est manifestement responsable de la crise qui a des répercussions désastreuses au près de la population (plus de deux millions d'émigrés selon l'ONU) et répond via la répression aux manifestations qui réclament son départ. Cependant, il n'est pas tenu pour seul responsable dans cette crise politico-économique, d'autres facteurs doivent être pris en compte.

L'ex-ministre distingue plusieurs « faits » : « une droite aristocratique et affairiste avec des forces extérieures plus ou moins officielles, faisant converger des intérêts matériels et financiers » par le biais de contrôle du « sous-continent » d'une part, le fait que certains circuits économiques « aspirent les budgets subventionnant les denrées de première nécessité ». Elle rappelle également que certains médias régionaux martèlent sans cesse des programmes antigouvernementaux.

« C'est le grand retour de l'axe du bien contre l'axe du mal »

Dans un second temps, Madame Taubira dénonce l'attitude des Européens en les qualifiant de « plus atlantistes que jamais, plus alignés que jamais, plus mimétiques que jamais ». Par rapport à la tribune du collectif (I), l'ex-ministre va plus loin dans la démarche et va même jusqu'à parler de « triomphe de la diplomatie McDo et Coca » (histoire de dénoncer en même tant leur libéralisme de marché se propageant à l'échelle de la planète).

De plus, Christiane Taubira insiste sur le fait que pour avoir des conditions de paix, il faut les créer et que ce n'est pas la croyance qui garantit un climat de paix, en faisant référence aux conflits religieux ayant « sapé cette autorité vaticane ». Il est question du respect du droit et des règles (qui seront ajustés par les Nations unies pour les éclaircir). Il

n'est donc pas question de bien ou de mal, de méchant ou de gentil, mais de l'assurance de trouver une solution juste pour les personnes concernées.

Enfin, pour trouver un moyen de régler le conflit, l'ancienne garde des sceaux affirme que si l'Europe veut s'impliquer en respectant le droit, il faut qu'elle ait une « propre lecture autonome » (et pas s'aligner sur le discours étatsunien).

En conclusion, les partis pris adoptés par les Etats du continent américain et européen sont variés. Même au sein d'un Etat comme la France ralliée à la cause du leader de l'opposition Juan Guaidó (prise de position du Président de la République), des groupes de personnes (de gauche dans ces tribunes) qui auraient préféré une solution pacifique, non-alignée sur le discours de Donald Trump ne sont pas d'accord avec la décision de leur pays. Le Mexique, bien que membre du groupe Lima « pro-Guaidó », a choisi de rester neutre. Les prises de positions sont donc plus compliquées qu'en apparence.

A l'heure de tous les espoirs mais aussi de tous les dangers, le Venezuela mais également toute l'Amérique latine, sont concernés. Les rivalités avec l'impérialisme américain ne sont pas nouvelles. Le président bolivarien, Evo Morales, chef de file du Mouvement vers le socialisme (MAS) en fonction depuis 2006, avait déjà expulsé l'ambassadeur des USA en 2008 puis l'agence américaine pour le développement international (USAID) en 2013 pour motif d'ingérence dans les affaires intérieures boliviennes.

Flore DELBOSC (TS4), le 3 mars 2019